

LA DGSN RADIE DE SES EFFECTIFS DES POLICIERS**RECONNUS COUPABLES D'UTILISATION ABUSIVE DE LEURS ARMES****83 cas de bavures policières enregistrés en 20 mois**

Des mesures de radiation des effectifs du corps de la Sûreté nationale assorties de poursuites judiciaires ont été prises à l'encontre de policiers reconnus coupables d'utilisation abusive de leurs armes à feu. Selon une source policière, pour la seule année 2008, dix-huit cas de «licenciements» ont été prononcés sur les 47 enregistrés.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon notre source, en vingt et un mois, soit de l'année 2008 jusqu'au troisième trimestre de l'année en cours, quatre-vingt-trois (83) cas relatifs à l'utilisation abusive d'armes à feu, ou communément appelés bavures policières ont été enregistrés dans les rangs de la Sûreté nationale.

La même source a indiqué que les personnes reconnues coupables d'utilisation abusive d'armes à feu sont en majorité des agents de l'ordre public (AOP) ayant à leur actif pas moins de deux années d'exercice dans le corps de la Sûreté nationale. A ce titre, il y a lieu de rappeler que la dernière

bavure policière en date remonte au 8 octobre dernier, lorsqu'un policier en faction devant un des commissariats de la Sûreté urbaine de Gué-de-Constantine «a tiré sur deux citoyens qui circulaient à bord d'un véhicule, les atteignant mortellement et occasionnant des blessures à un policier qui était sur place».

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) qui avait aussitôt réagi au drame, en présentant ses condoléances aux familles des deux victimes, a indiqué que le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt et que les ser-



70 % des policiers montrent des signes de «police trauma syndrome»

vices concernés ont étant, notre source a ouvert une enquête pour indiqué que depuis quelques années, la Direction générale de la

Sûreté nationale a entamé des «campagnes de sensibilisation» et des «briefings quotidiens» en direction des policiers nouvellement recrutés.

Selon des spécialistes, «au moins 70 % des policiers montrent des signes de «police trauma syndrome», dont beaucoup n'ont jamais vécu un véritable incident critique». Pour le Dr Anderson Berverly, «les effets cumulatifs du stress dans la vie des policiers ont eu pour effet de bouleverser négativement la personnalité du policier». Présidente de l'American Academy of police Psychology, le Dr Anderson a indiqué que le travail de policier «présente quelques similitudes avec la situation de guerre, en particulier en tant que producteur bien connu de traumatismes psychologiques». «Sans que l'on s'y atten-

de, ce job (métier de policier) puissant peut résulter de graves dysfonctionnements au travail, des relations brisées, une santé ruinée et même pousser au suicide.»

Malgré la conscience toujours plus grande du fait que les policiers dans leur travail sont exposés à des blessures émotionnelles, la hiérarchie continue à aggraver régulièrement les choses en traitant son personnel avec un manque de sensibilité. «Les policiers en état de souffrance ne cherchent souvent pas de l'aide, parce qu'ils perçoivent que la culture policière ne cautionne pas cela», a indiqué la psychologue lors de son intervention au cours d'une conférence de trois jours à Washington DC, sur le critical incident stress debriefing.

A. B.

SCANDALE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST**La chambre d'accusation confirme la mise sous mandat de dépôt des prévenus**

La chambre d'accusation de la cour d'Alger a décidé de maintenir en détention préventive les six personnes poursuivies dans l'affaire de «corruption et de trafic d'influence» liée au marché de réalisation de l'autoroute Est-Ouest.

Une décision qui fait suite à celle prise par le juge instructeur de la neuvième chambre relevant du pôle judiciaire spécialisé du Centre.

En d'autres termes, les arguments présentés par les avocats de la défense n'ont pas convaincu les juges de délibérer en faveur des six mis en cause.

Il y a lieu de noter que dans cette affaire, six personnes dont le secrétaire général du ministère des Travaux publics ont été placées, il y a une semaine, sous mandat de dépôt, accusées, entre autres, de corruption et de trafic d'influence.

Il est à noter que cette affaire a éclaté au grand jour suite à une enquête de plusieurs mois menée par les services de sécurité sur des affaires de corruption et des plaintes du groupement chinois Citic-Crcc en charge de la construction des parties centre et ouest de l'autoroute Est-Ouest. L'ambassade de Chine a également protesté auprès des autorités algériennes, selon un proche du dossier.

Le groupement chinois aurait subi des pressions de la part de personnes proches du secrétaire général du ministère des Travaux publics et d'autres personnalités de l'Etat pour l'obliger à verser des pots-de-vin, ajoute la même.

L'enquête des services de sécurité qui se poursuit risque de faire tomber des têtes au ministre des Travaux publics et dans les milieux d'affaires nationaux et étrangers.

«L'enquête devrait se poursuivre et s'étendre à d'autres intermédiaires vivant en Algérie mais aussi dans plusieurs pays étrangers, dont la France», indique-t-on.

Abder Bettache

LUTTE CONTRE LES NARCOTRAFIQUANTS À ORAN**Arrestation de l'un des «barons» impliqués dans l'affaire des 11 quintaux de kif saisis**

Un important «baron» de la drogue, identifié comme étant l'une des têtes pensantes de ce trafic, impliqué dans l'affaire des 11 quintaux de kif saisis en début du mois d'août dernier à Oran, a été arrêté la semaine dernière par les éléments de la brigade antistupéfiants, relevant de la Sûreté de wilaya d'Oran.

Selon nos informations, ce baron appréhendé, outre son implication dans la fameuse affaire de drogue sus-citée, était recherché pour son activité dans le domaine de falsification et de trafic de documents. Une spécialité à travers laquelle il a réussi à obtenir, selon nos interlocuteurs, une réputation internationale. C'est à l'est de la ville d'Oran, souligne-t-on, que l'arrestation

dudit baron, nommé J. S., 55 ans, a eu lieu.

A l'issue de la perquisition de son appartement de location, l'on saura qu'une importante somme d'argent a été découverte, ainsi que des copies de fausses pièces d'identité que le présumé aurait utilisé pour contourner les points de contrôle des services de sécurité. Il a été découvert dans son appartement

une liasse de documents de véhicules falsifiés.

Ce vétéran du trafic en tout genre a comparu devant le procureur du tribunal de Aïn-El-Turck et fut placé en détention provisoire, ceci pour les chefs d'accusation de détention et commercialisation de stupéfiants, appartenance à une bande organisée spécialisée dans le trafic de drogue et pour faux et usage de faux et usurpation d'identité.

Il est à rappeler que la plus récente affaire dans laquelle J. S. est soupçonné d'avoir un lien direct concerne celle des 11 quintaux de kif saisis en début

du mois d'août à la cité Sedikia (Millénium). Cette année, des saisies record ont été réalisées par les différents services de sécurité chargés de la lutte contre le narcotrafic, au niveau de l'ensemble du territoire national. A Oran, la police enregistre, à elle seule, la saisie de pas moins de 1 156 kg de kif et 1 332 comprimés de psychotropes, au courant de ce troisième trimestre contre 171 kg de kif et 2 203 comprimés de psychotropes au cours du deuxième trimestre et 313 kg de kif et 195 comprimés de psychotropes au premier trimestre de cette année 2009.

Ben Aziz

AFFAIRE**OAIC****Le verdict renvoyé à lundi prochain**

Devant être prononcé hier par le juge du tribunal d'El-Affroun, le verdict de l'affaire de l'OAIC sera prononcé lundi prochain, apprend-on sur place.

Hier, les 32 prévenus étaient présents à la salle au tribunal mais ils ont été invités à revenir la semaine prochaine pour connaître le verdict.

Il y a lieu de rappeler que le représentant du ministère public avait requis des peines allant de 3 à 7 ans de prison à l'encontre des accusés, dont l'actuel DG de l'OAIC.

Lors de ce procès, qui a duré trois jours, à savoir du 28 au 30 septembre dernier, les avocats de la défense ont, rappelons-le, ont, dans leurs plaidoiries, démonté toutes les accusations portées contre leurs clients.

M. B.